



LA COUPE EST PLEINE ! IL EST TEMPS D'AGIR ET D'ETRE EFFICACE !

Tous concernés !

Premier et second degré, public et privé, tous les enseignants, tous les syndicats.

Un salaire qui a diminué de 40% en moyenne en 30 ans, des conditions de travail dégradées, des réformes qui aggravent les difficultés quand elles n'en créent pas de nouvelles : qu'a-t-on fait pour mériter cela ? Va-t-on accepter longtemps que les enseignants soient aussi maltraités par leur administration ?

Action et Démocratie dénonce ces faits depuis sa création et n'a pas ménagé ses efforts au cours de l'année écoulée : déclaration au cabinet du ministre en juillet 2017, lettre au Président de la République le 1er octobre 2018, interventions régulières au Conseil supérieur de l'éducation pour alerter le ministre et le rappeler à ses devoirs vis-à-vis des personnels et de l'institution.

Presque tout a été tenté : ni les grèves, ni le boycott des séances du CSE, ni les interventions répétées auprès du ministre n'ont eu d'effet.

- **Sur le volet des réformes** : le ministère est campé sur ses certitudes et reste obstinément sourd aux arguments de bon sens qui lui ont été opposés par nous et plusieurs organisations.

- **Sur le volet des salaires** : le saupoudrage par des promotions au mérite touchant un nombre réduit de collègues ne vient en rien restituer un pouvoir d'achat qui n'est plus du tout en rapport avec nos niveaux d'études, de compétences ainsi que nos responsabilités.

- **Enfin, sur le volet de la considération, du respect, de la bienveillance et du soutien indispensable dans l'exercice d'un métier qui devient de plus en plus difficile**, le mouvement #Pas de vague suivi par celui des Stylos rouges met en lumière dans l'opinion ce que nous dénonçons avec fermeté et constance depuis longtemps, ce pour quoi nous nous investissons tous les jours aux côtés des collègues sur le terrain.

La surdité d'un ministère dans le déni et sa propension à minimiser les faits pour laisser croire qu'ils sont des cas isolés est exceptionnelle par sa dureté.

Devant une situation aussi invraisemblable, nous ne pouvons qu'être solidaires de tous les collègues qui font part de leur colère. Notre responsabilité en tant que syndicat est aussi de nous montrer capables de proposer un débouché sous la forme d'une réaction organisée, proportionnée et exceptionnelle.

C'est pourquoi nous avons décidé de vous consulter pour mener, avec vous, une action inédite qui pourrait rassembler tous les syndicats, les « pas de vague », les « stylos rouges » et tous ceux qui pensent que nous ne pouvons continuer ainsi.

Nous savons que la seule menace qui sera prise au sérieux est un appel à la grève pendant la période des examens (à ne pas confondre avec la grève des examens).

C'est une occasion unique de montrer que nous sommes capables de nous rassembler pour peser véritablement par-delà des clivages syndicaux ou politiques. C'est également une urgence vitale ! Si nous n'agissons pas, notre métier se retrouvera très vite totalement dénaturé, contractualisé, vampirisé par des nominations aux postes de responsabilité de personnes issues de la société civile. Nos prédécesseurs se sont battus pour que nous ayons un statut. Sachons le préserver.

Il en va également de l'intérêt des élèves qui nous sont confiés, dont nous défendons le droit à recevoir une instruction de qualité sur tout le territoire et dans toutes les voies, ce qui suppose à l'évidence un changement radical de cap dans la gouvernance de l'institution scolaire.

Nous associons évidemment le premier degré à cette démarche revendicative unitaire au-delà de la grève en période d'examen, en comptant sur leur soutien pour une cause qui nous est commune.

N'ayons plus d'état d'âme pour défendre notre dignité d'enseignants et de citoyens, comme l'ont fait avec détermination et succès des agents de la sécurité publique qui n'ont pas eu à compter sur l'opinion pour obtenir des revalorisations salariales légitimes ! Ce ne sont ni les parents, ni les politiques qui s'engageront à notre place pour nous obtenir des augmentations de salaires.

Nous avons une multitude de revendications à faire valoir tant notre métier s'est dégradé, mais c'est avec pragmatisme que nous souhaitons faire aboutir **deux ou trois revendications principales**.

Nous voulons également être confortés dans notre analyse par un retour d'un maximum de collègues.

Le Président A&D cfe-cgc

Walter Ceccaroni

[Cliquez pour participer à la consultation](#)

Action et Démocratie

Secrétariat National
15-17 Rue Beccaria
75012 Paris
Tel : 06 81 89 55 55

<https://actionetdemocratie.com/>
adnational@actionetdemocratie.net

